

9

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande (SCP 318.02)

Convention collective de travail du 16 décembre 2003 remplaçant la convention collective de travail du 22 mai 2000 relative aux mesures de promotion de l'emploi dans les services des aides familiales et des aides seniors subsidiés par la Communauté flamande.

Chapitre Ier. Cadre juridique

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Chapitre II. Champ d'application

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors et subsidiées par la Communauté flamande.
Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

Chapitre III. Réduction des cotisations patronales ONSS

Article 3

§1^{er}. Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et aux dispositions de la présente convention collective de travail, le secteur peut bénéficier d'une réduction forfaitaire des cotisations patronales de sécurité sociale. Le produit total de la réduction de cotisation, visée à l'article 3 §1^{er} de l'arrêté royal, est calculé comme suit : le nombre de travailleurs occupés au moins à mi-temps, multiplié par le montant de la réduction de cotisation fixé conformément à l'article 2 de l'arrêté royal, à savoir au moment de la conclusion de la présente convention collective de travail : 288,18€ par travailleur et par trimestre.

§2. Les parties conviennent de charger le fonds maribel social pour les aides familiales et les aides seniors de la Communauté flamande, de recevoir, contrôler, gérer et attribuer le produit total de la réduction de cotisation visée au précédent article. L'attribution des moyens financiers, visée à l'alinéa précédent, se fait selon les modalités d'exécution décidées par le Conseil d'administration du fonds maribel.

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

29-01-2004

07-05-2004

NR.
N°

7 1.064

10/318.02

Chapitre IV. Perception et affectation de la réduction de cotisation

Article 4

§1^{er}. Le secteur s'engage à utiliser le produit de la réduction des cotisations pour l'accroissement de l'emploi régulier. Le secteur s'engage à créer une augmentation du volume de travail d'au moins le produit de la réduction de cotisation visée à l'article 3 de la présente convention collective de travail.

§2. L'augmentation du volume de travail par travailleur, attribué après 2002, conformément aux dispositions de l'arrêté royal doit se faire par rapport au volume de travail moyen de 2002, en ce inclus le maintien de l'emploi maribel social déjà octroyé à ce moment.

§3. L'intervention ^{maribel} du fonds maribel dans le coût salarial annuel de l'emploi supplémentaire s'élève à 31.532,06€ par volume de travail à temps plein supplémentaire ~~au~~ ^{au} niveau de l'établissement, ou au pro rata applicable. Ce plafond peut être relevé par décision unanime du conseil d'administration du fonds maribel.

Ledit plafond ne peut toutefois pas excéder 64.937,84€ par an et par volume de travail à temps plein supplémentaire. Si le coût salarial annuel devait excéder 64.937,84€ par an, l'intervention du fonds maribel serait plafonnée à 31.532€ par an.

Conformément à l'article 12 de l'arrêté royal

§4. Par coût salarial, on entend le salaire brut du travailleur correspondant avec les échelles barémiques et les conditions salariales pour les fonctions exercées, majorées des cotisations patronales à la sécurité sociale, ainsi que toutes les allocations et avantages dus au travailleurs par ou en vertu des dispositions légales ou réglementaires, ainsi que ceux dus en vertu des conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaires auquel ressortit le travailleur.

L'intervention est limitée aux prestations rémunérées, effectives ou assimilées.

Article 5

Le maintien de l'emploi supplémentaire net et l'accroissement du volume de travail dont il est question dans la présente convention collective de travail doivent être réalisés au niveau :

- du secteur ;
- de chaque établissement qui réalise de l'emploi grâce aux moyens financiers « maribel social », découlant de l'arrêté royal et de la présente convention collective de travail. Si l'employeur doit appliquer la dérogation prévue à l'article 14 de l'arrêté royal, il doit satisfaire aux conditions fixées et recevoir préalablement l'accord du fonds maribel.

Chapitre V. Modalités d'attribution de l'emploi supplémentaire

Article 6

Lors des embauches, il sera donné exécution à la destination prévue par les partenaires sociaux par convention collective de travail.

Article 7

Les fonctions qui entrent en ligne de compte pour l'engagement supplémentaire, rémunérées suivant les barèmes et conditions en vigueur, appartiennent aux catégories de fonctions fixées dans les conventions collectives de travail en vigueur concernant les conditions de rémunération.

Article 8

Le Conseil d'administration du fonds **maribel** social pour les aides familiales et les aides seniors est compétent pour l'attribution des moyens disponibles aux établissements adhérents.

La répartition se fait au pro rata de la part de chaque établissement dans la totalité du volume de travail du secteur.

Article 9

Dans le délai établi par le Conseil d'administration du Fonds maribel, à compter de la notification de l'attribution de l'emploi supplémentaire, les différents établissements procéderont aux embauches requises et à l'accroissement du volume de travail total. Conformément à l'article 49 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, ne sont pas considérés comme emploi supplémentaire, les travailleurs engagés à la suite d'une fusion ou d'une reprise d'un autre organisme et/ou les travailleurs engagés suite à une augmentation de la part du pouvoir subsidiant.

Chapitre VI. Garanties concernant l'utilisation de la réduction des cotisations ONSS en faveur de l'emploi.**Article 10**

Chaque employeur, qui bénéficie de moyens financiers maribel social, transmettra tous les six mois un rapport au Fonds Maribel, selon le modèle rédigé par le Fonds.

Le Fonds maribel peut, le cas échéant, fixer une autre échéance pour le rapport.

Le Fonds maribel peut, le cas échéant, demander un supplément d'information à l'employeur.

Les employeurs s'engagent à fournir toutes les données relatives à l'emploi dans le cadre du maribel social demandées par le Fonds maribel.

Article 11

Le rapport doit être transmis au plus tard à la date fixée par le Fonds. Les informations y relatives sont transmises à tous les membres du Conseil d'entreprise, ou à défaut, par les membres du conseil pour la prévention et la protection au travail.

Ils peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires pour une bonne compréhension de l'emploi Maribel social dans l'institution.

Article 12

Si des fonds sont reçus auxquels ne correspond pas de l'emploi conformément à l'octroi, ou pour lesquels les renseignements et/ou documents nécessaires ne peuvent pas être présentés, ces fonds seront réclamés ou les moyens à recevoir seront minorés d'autant.

Chapitre VII Dispositions finales et durée de validité**Article 13**

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 22 mai 2000, portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les établissements et services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

La présente convention entre en vigueur en date du 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut dénoncer la présente moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

4

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2003 ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 2000 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de diensten gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap.

Hoofdstuk I. Juridisch kader

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1988 op de collectieve **arbeidsovereenkomsten** en de paritaire comités en het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non - profitsector.

Hoofdstuk II. Toepassingsgebied

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en **werknemers** van de **ondernemingen** die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die gesubsidieerd worden door de Vlaamse gemeenschap. Onder werknemers wordt verstaan het **mannelijk** en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel

Hoofdstuk III. Vermindering van de RSZ - werkgeversbijdragen

Artikel 3

§1. Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kan de sector genieten van een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid.

De globale opbrengst van de **bijdragevermindering**, **vermeld** in artikel 3 §1 van het koninklijk besluit, wordt **als volgt** berekend: het aantal werknemers dat minstens halftijds is tewerkgesteld, **vermenigvuldigd** met het bedrag van de bijdragevermindering vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit, **namelijk** op het ogenblik van het sluiten van deze collectieve arbeidsovereenkomst: **288,18 €** per **werknemer** en per kwartaal.

§2. Partijen **komen** overeen het Fonds Sociale Maribel voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap te belasten met het ontvangen, **controleren**, beheeren en toewijzen van de **integrale** opbrengst van de in vorig artikel bedoelde bijdragevermindering.

Het toewijzen van de financiële **middelen**, bedoeld in het vorig lid, geschiedt volgens de **uitvoeringsmodaliteiten** beslist door de Raad van Beheer van het Maribelfonds.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	71064	10/318.02
29 -01- 2004	7 -05- 2004	Nº		
PSC 318.02				

Hoofdstuk IV. Inning en bestemming van de bijdragevermindering

Artikel 4

§1. De sector verbindt er zich toe de opbrengsten van de bijdragevermindering aan te wenden voor de aangroei van de **reguliere** tewerkstelling.

De sector verbindt zich **tot** een toename van het **arbeidsvolume** van ten **minste** de opbrengst van de bijdragevermindering bepaald in artikel 3 van deze collectieve **arbeidsovereenkomst**.

§2. De **vermeerdering** van het arbeidsvolume per werkgever, toegekend na 2002, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk **besluit**, dient te gebeuren ten aanzien van het gemiddeld arbeidsvolume van 2002, **inclusief** het behoud van de op dat ogenblik reeds toegekende sociale **maribel** tewerkstelling.

§3. De **tussenkomst** van het Maribelfonds in de **jaarloonkost** van de bijkomend aangeworven tewerkstelling bedraagt ten hoogste **31.532,06€** per bijkomend voltijds arbeidsvolume, of de toepasselijke pro rata daarvan.

Dit plafond van tussenkomst kan verhoogd worden bij **unanieme** beslissing in de Raad van Beheer van het Maribelfonds.

Hogergenoemd plafond kan echter 64 937,84 € per jaar en per bijkomend voltijds arbeidsvolume niet overschrijden, overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002. Indien de jaarloonkost 64 937,84 € per jaar zou overschrijden, wordt de tussenkomst van het Maribelfonds geplafonneerd **tot** 31 532 € per jaar.

§4. Onder loonkost wordt verstaan: het brutoloon van de **werknemer** overeenkomstig de sectorale **baremieke** loonschalen en de loonvoorwaarden voor de uitgeoefende functies, verhoogd met de werkgeversbijdrage voor de sociale zekerheid, alsook **alle** vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn door of krachtens de wettelijke of **reglementaire** bepalingen, alsook deze verschuldigd krachtens collectieve **arbeidsovereenkomsten** gesloten binnen het paritair orgaan waaronder de werkgever ressorteert.

De tussenkomst is beperkt **tot** de bezoldigde, effectieve of **ermee** gelijkgestelde prestaties.

Artikel 5

Het behoud en de netto bijkomende tewerkstelling en de aangroei van het arbeidsvolume waarvan sprake in deze collectieve arbeidsovereenkomst **moet** verwezenlijkt worden op het niveau van:

- de sector
- **elke** dienst die via financiële middelen "sociale maribel", voortspruitend uit het koninklijk besluit en uit deze collectieve arbeidsovereenkomst, tewerkstelling realiseert.

Indien de werkgever de afwijking dient toe te passen, voorzien in artikel 14 van het koninklijk besluit, moet hij voldoen aan de daarvoor opgestelde voorwaarden en voorafgaandelijk het akkoord van het Maribelfonds **bekomen**.

Hoofdstuk V. Modaliteiten van toewijzing van de bijkomende tewerkstelling

Artikel 6

Bij de aanwervingen **zal** uitvoering worden gegeven aan de bestemming die door de sociale partners bij collectieve arbeidsovereenkomst is **overeengekomen**.

Artikel 7

De functies die in **aanmerking** komen voor de **bijkomende** aanwervingen, vergoed volgens de vigerende baremieke loonschalen en voorwaarden, behoren tot de functiecategorieën zoals bepaald in de geldende collectieve **arbeidsovereenkomsten** betreffende de loonvoorwaarden.

Artikel 8

De Raad van **Bestuur** van het Fonds Sociale Maribel voor de Diensten voor gezinszorg is bevoegd de beschikbare **middelen** toe te **wijzen** aan de toegetreden voorzieningen.

De verdeling gebeurt pro rata het aandeel van **elke** voorziening, in het geheel van het **arbeidsvolume** van de sector.

Artikel 9

De diverse voorzieningen zullen, binnen de **termijn** vastgesteld door de Raad van Beheer van het Maribelfonds, te rekenen vanaf de betekening van de toekenning van de bijkomende tewerkstelling, overgaan **tot** de vereiste aanwervingen en de **vermeerdering** van het totaal arbeidsvolume.

Overeenkomstig artikel 49 van het koninklijk besluit van **18 juli** 2002 worden niet beschouwd **als** bijkomende tewerkstelling, de **werknemers** aangeworven ten gevolge van een fusie of **overname** van een instelling en/of werknemers aangeworven in gevolge een verhoging vanuit de subsidiërende overheid.

Hoofdstuk VI. Waarborgen met betrekking tot de aanwending van de R.S.Z. - bijdragevermindering ten voordele van de tewerkstelling

Artikel 10

Elke werkgever die financiële middelen "sociale maribel" geniet, **zal om** de zes **maanden** een verslag bezorgen aan het Maribelfonds, volgens het door het Maribelfonds opgesteld **model**. Het Maribelfonds kan **desgevallend** een andere termijn van verslag bepalen. Het Maribelfonds kan desgevaliend bijkomende **informatie** opvragen bij de werkgever. De werkgevers verbinden er zich toe **alle** gegevens in verband met de sociale maribel tewerkstelling, die door het Maribelfonds worden opgevraagd, te verstrekken.

Artikel 11

Het verslag **moet** ten laatste op de door het Maribelfonds gestelde **datum** worden terugbezorgd. **Info** hieromtrent wordt verstrekt aan **alle leden** van de ondernemingsraad, bij ontstentenis aan de leden van het comité preventie en **bescherming** op het werk. Zij kunnen **alle** inlichtingen verkrijgen om een goed begrip van de sociale maribel tewerkstelling in de voorziening **mogelijk** te **maken**.

Artikel 12

Indien gelden zouden ontvangen zijn waar geen tewerkstelling tegenover staat overeenkomstig de toekenning, of waarvoor niet de noodzakelijke inlichtingen en/of bewijsstukken voorgelegd worden, zullen de gelden teruggevorderd worden of in **mindering** gebracht worden van te ontvangen middelen.

Hoofdstuk VII. Slotbepalingen en geldigheidsduur

Artikel 13

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 2000, houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de instellingen en diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2003. Zij is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan opgezegd worden door elk van de partijen mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.